



Paris, le 7 octobre 2020

**COMMUNIQUE COMMUN
SUITE AUX ANNONCES
DE RECRUTEMENTS MASSIFS DE CONTRACTUELS A LA DSJ**

Lors des annonces du budget "justice" du PLF pour 2021, le 29 septembre dernier ainsi que dans les médias depuis, le Garde des Sceaux s'est félicité du *"budget exceptionnel et historique avec des moyens inédits pour la justice de proximité, des recrutements de renfort dans les greffes"*. Malheureusement ces renforts sont presque exclusivement des emplois de contractuels.

Depuis plusieurs années, l'ensemble de nos organisations font le même constat : une vacance de postes chronique aux Services Judiciaires.

Ensemble, nous dénonçons la méthode qui consiste à recourir massivement à des contrats précaires sans aucune concertation.

Alors que la seule solution structurelle et unanimement admise est de recruter des personnels titulaires en tant qu'adjoints administratifs, techniques, secrétaires administratifs qui sont en sous-effectifs depuis des années et cela pour soutenir le recrutement important de greffiers.

En effet si le Ministre voulait recentrer les greffiers sur leurs missions juridictionnelles, il suffisait de les décharger de ces fonctions administratives.

Ces dernières, que les greffiers exercent en plus de leurs tâches juridictionnelles alors mêmes qu'elles sont le cœur de métier des adjoints administratifs, techniques et secrétaires administratifs.

Cette arrivée massive et irréfléchie de contractuels est l'annonce de la casse des métiers du greffe et du statut de greffier.

En effet, autoriser des contractuels à faire ces missions régaliennes essentielles au fonctionnement de l'institution, recrutés à la hâte, sans la formation de 18 mois qui s'y rapporte, c'est rabaisser le statut des greffiers!

Nous, organisations syndicales représentant l'ensemble des personnels de greffe, demandons l'abandon immédiat de ces recrutements d'emplois précaires au profit d'un recrutement ambitieux de fonctionnaires de catégorie C et SA.

Nous demandons également un rendez-vous en urgence auprès de Monsieur le Garde des Sceaux pour lui exposer nos solutions.

Les organisations syndicales : CFDT, C-JUSTICE, SGDF-FO et UNSA SJ